

3517

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(FAD – FND)

**Prêt** : FAD/N°1/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99  
FND/N°286 du 25/05/99

Requête Document Synthèse\_Phase2 PLCP - 30/06/2005

**REQUETE POUR UNE DEUXIEME PHASE :  
POURSUITE ET EXTENSION DES  
ACTIVITES DU PLCP**

Juin 2005

PLCP / FAD – FND – GOUV.SEN

Av. Bourguiba x Rue 3 Castors - BP 17245 Dakar - Tel: (221) 869 1087 - Fax (221) 869 1088 - E-mail : plcp@sentoo.sn

## I. RAPPEL DE QUELQUES DONNEES DU PLCP :

Elaboré comme un des instruments de mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté et articulé suivant les axes prioritaires de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté au Sénégal, le Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP -FAD/FND) financé conjointement par le Gouvernement Sénégalais, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Nordique de Développement et placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale vise à contribuer à la réduction de la pauvreté par :

- l'élévation du niveau éducatif, des compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ;
- l'accroissement de leurs capacités de génération de revenus ;
- l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base et de leurs conditions.

Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté intervient dans les mêmes régions que celles initialement ciblées par l'ancien Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda et l'accent a été mis, au niveau de chacune des ces régions, dans un département jugé prioritaire. Ces départements qui reçoivent 70% des investissements contre 30% pour les zones restantes sont : Pikine/Guédiawaye pour la région de Dakar, Mbour pour la région de Thiès, Tambacounda pour la région du même nom, Bambey pour la région de Diourbel et Sédhiou pour la région de Kolda. En vue de sélectionner les communautés de base (villages et quartiers), une étude du milieu a été réalisée conjointement par la Direction de la Prévision et de la Statistique pour l'analyse quantitative et le Cabinet MS & Associés, recruté à cet effet, pour le diagnostic qualitatif.

## **Répartition du Financement**

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND) : 5,00 millions U.C
- Contrepartie Sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

## **Date d'approbation du Prêt**

FAD : 30 Juin 1999  
FND : 31 Janvier 1999

## **Date de signature du Prêt**

FAD : 19/08/99  
FND : 25/05/99

## **Date de Mise en vigueur du Prêt :**

FAD: 15 février 2001  
FND: Août 2001

**Date du 1er Décaissement :** 11 avril 2001

**Date du dernier décaissement :** 31 Décembre 2004

## **B. APPROCHES ET STRATEGIES :**

La démarche et la stratégie de mise en œuvre du projet sont soutenues par les principes directeurs tels que : la participation, l'intégration, l'approche genre, le faire-faire, la décentralisation, la déconcentration, le partenariat et la pérennisation des actions.

Pour ce faire, le Projet est exécuté par :

- l'implication des bénéficiaires dans le processus de mise en œuvre ;
- la promotion d'une démarche harmonieuse dans la prise en compte des besoins spécifiques des catégories sociales ;
- l'intégration des actions du projet à travers ses quatre composantes ;
- la contractualisation avec des partenaires compétents pour l'exécution d'activités telles que l'alphabétisation fonctionnelle, la formation des bénéficiaires et partenaires, la microfinance et l'appui aux activités génératrices de revenus, les travaux de



- construction et d'hydraulique villageoise, la mise en place d'équipements au profit des bénéficiaires ;
- l'utilisation du potentiel de ressources humaines et structures de développement local dans l'exécution du Projet ;
  - l'appropriation des mécanismes et investissements du projet par les bénéficiaires à travers la sensibilisation, la formation et la mise en place de cadres opérationnels.

Ces activités sont déclinées à travers quatre composantes par des actions précises :

**1. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires ;**

- Alphabétiser 36 000 bénéficiaires dans 600 communautés de base ;
- Sensibiliser 36 000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, environnement, gestion des micro-projets, gestion des infrastructures et équipements communautaires, auto-organisation, etc.
- Développer un vaste programme d'information et de communication du Projet ;
- Assurer la formation technique et thématique des bénéficiaires ;
- Renforcer les capacités des partenaires institutionnels et d'exécution du Projet.

**2. Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) :**

- Promouvoir les initiatives des communautés de base ciblées en leur apportant l'appui nécessaire au développement de leurs activités génératrices de revenus en vue d'améliorer leurs conditions de vie ;
- financer ces projets par l'intermédiaire des Structures de Financement Décentralisées ;
- Renforcer les capacités d'intervention des groupes cibles dans différents secteurs d'activités ;
- Mettre en place des Groupements d'Épargne et de Crédit (GEC) et des Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) ;
- Appuyer et promouvoir 600 CLEC ;
- Former les bénéficiaires, les SFD, les ONG et agents des Services techniques déconcentrés ;

**3. Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;**

- Construire environ 165 ouvrages hydrauliques équipés de pompes pour contribuer à la résorption du déficit en eau et à l'allègement de l'exhaure ;



- Mettre en place près de 165 latrines en sensibilisant les communautés touchées sur les questions d'hygiène et d'assainissement ;
- Mettre en place près de 300 équipements post-récolte et former les bénéficiaires aux techniques de conservation des produits agricoles et/ou halieutiques ;
- Construire et/ou réhabiliter 40 garderies socio-éducatives, 15 cases foyers, 15 cases de santé, 20 caisses populaires d'épargne et de crédit.

#### 4. Gestion du Projet.

- Assurer le suivi, la supervision et la coordination des activités aux niveaux central (BGP) et régional par les Unités Régionales ;
- Informer, sensibiliser et gérer la relation avec les tiers (administration, bailleurs, autres partenaires)
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du Projet ;
- Assurer la réalisation des différents types d'évaluation requis pendant la mise en œuvre ;

## II. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS DE LA PREMIÈRE PHASE PAR RAPPORT AU CADRE DES OBJECTIFS :

COMPOSANTE	ACTIVITE	PREVUE	REALISEE	ECART	OBSEVATION
<b>Renforcement de capacités</b>	Conception d'un Plan directeur de formation pour le Projet	01	01	00	Un plan directeur a été réalisé et il est en cours d'exécution
	Conception d'une Stratégie globale d'information et de communication pour le Projet	01	01	00	Une stratégie d'information et de communication a été élaborée par le Cabinet OFBD qui a été retenu comme MOD de la sous-composante IEC. Il a réalisé à ce titre, différentes activités mentionnées dans les réalisations de la sous composante.
	Formation de 40 Formateurs	40	40	00	Les 40 formateurs ont été sélectionnés, formés et recyclés 5 fois
	Formation de 1200 facilitateurs	1200	1200	00	1200 facilitateurs ont été recrutés par les 30 opérateurs d'alphabétisation et ont reçu une formation initiale et formation recyclage et chacun conduit les apprentissage d'une classe pendant 12 mois d'affilée

Alphabétisation de 36 000 bénéficiaires	36 000	34 225	1 775	36 000 bénéficiaires ont été enrôlés au départ du programme. Au 3 <sup>ème</sup> trimestre de la 1 <sup>ère</sup> cohorte ainsi qu'au 2 <sup>ème</sup> trimestre de la deuxième cohorte, il y a eu un total d'abandon de 1775 personnes. Nous ne disposons pas de l'évolution de la situation au 4 <sup>ème</sup> trimestre pour chaque cohorte.
Sensibilisation 36 000 bénéficiaires sur des thématiques d'intérêt stratégique	36 000	82 828	+ 46 828	Le nombre de bénéficiaires que les actions IEC devaient initialement toucher est de 36.000 personnes, à savoir, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après la constitution des activités IEC en sous composante autonome, avec un MOD à part entière, elle a ciblé l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes. Les dernières statistiques globales n'ont pas encore disponibles.
Formation de 1 800 représentants de bénéficiaires à la gestion et à l'entretien des équipements et infrastructures visées dans le Projet	1 800 (pour 378 comités de gestion)		- 1 800	Les bénéficiaires ont été identifiés mais n'ont pas encore reçu de formation parce que les infrastructures ne sont pas réceptionnées pour l'instant et que les équipements sont en cours d'installation.
Formation de 4 200 responsables de groupements à la formulation et la gestion de projet	4 200	5.128	+ 928	Des responsables de groupements ont été formés à la formulation et la gestion de projets mais les statistiques ne sont pas disponibles
Réalisation de 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution				Des sessions de formation ont été organisées à l'intention du personnel des ONG et SFD, mais le nombre d'ateliers et personnes touchées, ainsi que les thèmes restent à déterminer
Appui aux partenaires institutionnels	120.000.000 Frs CFA	120.000.000 Frs CFA	00	Un enveloppe de 120 millions a été octroyée aux 30 opérateurs en alphabétisation à titre d'appui institutionnel. 15 motos et du carburant ont été octroyés aux CERP, 2 véhicules à la CSOP et à la DPS. Les services du ministère de tutelle (MFDSSN) ont reçu un appui en fournitures de bureau de la part du BGP.
		15 motos et carburant		
		2 véhicules		
		Fournitures de bureau		
Renforcement des capacités techniques du personnel du Projet				Une formation de mise à niveau sur les logiciels MS PROJECT, POWER POINT, EXCEL, ACCESS et une formation en approche genre ont été organisées à l'intention du personnel du projet. Les agents du PLCP ont été également initiés à la transcription en langues wolof, pulaar et sérère.



<b>Composante Micro finance</b>	Création, construction, équipement et financement de CAPEC	62	16	46	16 CAPEC ont été construites dans les complexes socio-communautaires et attendent d'être équipées à l'image des autres infrastructures.
	Formation de 3 000 représentants de bénéficiaires à la mise en place et à la gestion de CLEC	3000	2450	- 650	2.450 responsables de groupements ont été formés à la mise en place et à la gestion de CLEC et sont actuellement opérationnels
	Formation de 1 800 bénéficiaires à l'utilisation du crédit	1.800	1.584	- 216	1.584 bénéficiaires ont reçu une formation à l'utilisation du crédit et sont actuellement opérationnels au sein des CLEC par l'occupation des postes-clefs des différents comités.
	Formation de 1.200 bénéficiaires à l'identification, à la formulation et à la gestion de projets	1.200	1.094	- 106	1094 responsables de groupements ont été formés à l'identification, à la formulation et à la gestion de projets et sont actuellement opérationnels
	Octroi de 290 000 micro-crédits	290 000	18 517	271 483	Au total 18 517 crédits ont été octroyés à 36 886 promoteurs par les SFD et les CLEC. C'est dire que le niveau de financement est extrêmement faible par rapport aux prévisions.
	Financement de 600 CLEC	600	258	-342	Seules 258 CLEC ont été financées et ASACASE a, elle seule, financé les 67. A son actif toujours, elle est la seule SFD à céder aux CLEC le crédit à 6,5%
	Promouvoir un mécanisme de pérennisation du système de crédit mis en place (création des CLEC )	600	516	- 84	516 Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) ont été mises en place pour pérenniser le système de crédit. Elles répondent aujourd'hui à une bonne partie des sollicitations dont elles font l'objet.

	Construction et équipement de cases des tout-petits	14	14	00	A la date du 15 Mars les dernières réceptions seront effectives(Fongolimbi ; Salé mata ; Koulor).Les équipements comprennent 6 lots pour 5 fournisseurs. Tous les contrats sont déjà signés . 3 fournisseurs sont dans les délais de 60 jrs et sont dans les dispositions pour livrer. Un problème de sécurité du matériel doit être réglé avec un gardien avant les livraisons.
	Ouvrages hydrauliques et Equipements	120	120		A la date du 15/03, les équipements pour Thiès et Kolda sont déjà installés. Il reste Tamba et Diourbel . Les installations sont effectuées par le fournisseur au fur et à mesure de leur sortie du cordon douanier .

**Composante  
IEH**

Électro-Pompes thermiques	35	35	00	35 électro-pompes thermiques provenant du Danemark sont déjà à Dakar et ont été réceptionnées par le projet et sont en cours d'installation.
Électro-Pompes solaires	37	37	00	37 électro-pompes solaires ont été réceptionnés par le projet et sont en cours d'installation
Pompes manuelles	120	120	00	Les pompes manuelles sont déjà arrivées Dakar, la réception pourrait intervenir bientôt. La formation des artisans réparateurs a débute à MBour depuis le 25 /02 pour 12 jours ; Les installations doivent démarrer le 19/03./2005
Construction et équipement de cases-foyers	16	16	00	Les 16 cases foyers ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipements ; La formation des comités de gestion ,n'attend que l'avis de non-objection de la BAD
Création, construction, équipement et financement de CAPEC	62	16	- 46	16 CAPEC ont été construites dans les complexes socio-communautaires et attendent d'être équipées à l'image des autres infrastructures.
Construction et équipement de case de santé	14	14	00	Les 14 cases de santé ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipements. La formation des agents communautaires de santé n'attend que l'avis de non-objection de la BAD
Construction et Équipements Case des tout-petits	14	14	00	Les dossiers d'appel d'offre relatifs au matériel pédagogique des cases des tout-petits attend l'avis de la BAD .
Latrines	120	120		Les 120 latrines qui ont été réalisées sont aujourd'hui fonctionnelles..
Broyeurs céréales	80	336	+ 256	La société AFCO est en train de livrer ces équipements post récoltes dans les localités ciblées :
Batteuses à mil	15	12	- 3	- 12 batteuses sur les 15 prévues sont déjà livrées.
Décortiqueuses fonio	00	12	+12	4 décortiqueuses fonio sont déjà livrées ; le reste sera effectif à partir de la semaine du 21/03
Décortiqueuses à mil	00	18	+ 18	les 18 décortiqueuses à mil sont livrées
Moulins à mil	00	299	+299	Depuis le 13/03, les régions de Diourbel, Dakar, et de Tamba ont reçu respectivement : 87, 24, et 60 moulins. Les 59 moulins des 81 prévus pour Thiès sont déjà livrés. Un reliquat de 22 moulins sera effectif à partir de la semaine avant fin mars.



	Charrettes	75	216	+ 141	La SISMAR est en train de livrer les 216 charrettes dans les sites ciblés.
--	------------	----	-----	-------	--

### Taux d'exécution physique par composante

Composantes	Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)	Taux d'exécution actuelle
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	70%	92%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	71%	88%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	59%	76%
Gestion du projet (9,7%)	75%	93%
<b>TOTAL POURCENTAGE (100%)</b>	<b>66%</b>	<b>84%</b>

### Taux d'exécution physique par catégorie

Catégories	Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)	Taux d'exécution actuelle
BIENS : Equipements/mobilier/fourniture	20%	80%
TRAVAUX : Construction/réhabilitation	33%	73%
SERVICES: Etudes et supervision	28%	87%
Services de spécialistes	49%	60%
Formation	75%	97%
Audit	50%	50%
DIVERS : Fonds de crédit	30%	55%
FONCTIONNEMENT : Fonctionnement	39%	48%
<b>TOTAL POURCENTAGE (100%)</b>	<b>66%</b>	<b>84%</b>

### **III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS D'UNE DEUXIEME PHASE :**

Les attentes réelles des populations exprimées à travers l'étude du milieu, dans le cadre du diagnostic participatif qui a fait suite à l'étude quantitative réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, ont été confortées par une forte demande des communautés de base, lors de l'exécution du Projet (cf. Rapport mission d'évaluation d'étape des activités du PLCP).

#### **A. COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES**

##### **A. 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :**

Les résultats des enquêtes qualitatives du PLCP avaient ressorti une forte demande des populations pour la construction et l'équipement de classes d'alphabétisation surtout en milieu rural, pour l'alphabétisation fonctionnelle, la formation technique, la sensibilisation sur beaucoup de thèmes de santé.

Le budget alloué à l'alphabétisation et l'IEC, malgré son importance n'a pas pu couvrir tous les besoins relatifs car l'impact de la formation et de la sensibilisation des bénéficiaires a suscité une forte adhésion des populations alors que le nombre de personnes à prendre dans les classes ne peut dépasser 60 par communauté de base.

L'élargissement des programmes de la présente phase à d'autres bénéficiaires des zones d'intervention du projet et d'autres zones non encore couvertes se justifie par :

- le taux d'analphabétisme estimé à 65 %,
- la-non maîtrise par la plupart des populations des questions de santé, d'éducation et autres liés à leur vécu quotidien et
- le faible niveau ou l'absence de formation technique appropriée pour le développement d'activités économiques et la création d'emplois.

L'absence d'infrastructures et d'équipements des classes constituent un handicap à la bonne conduite et la pérennisation des programmes d'alphabétisation, d'où l'importance de la prise en compte dans les volets services sociaux de base de l'équipement des classes en tables bancs pour adultes pour mettre les apprenants dans de bonnes



conditions d'apprentissage et préserver les bibliothèques communautaires mises en place dans le cadre des programmes.

Les réalisations enregistrées au niveau des activités de Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (alphabétisation, sensibilisation, formation) dans les 600 communautés de base d'intervention du projet sont considérables et se résument comme suit :

#### SOUS-COMPOSANTE INFORMATION- EDUCATION - COMMUNICATION

La formation, l'information et la sensibilisation des acteurs pour un changement de comportements durable constituent une dimension fondamentale du projet de lutte contre la pauvreté (PLCP). Cet objectif général se décrit dans un contexte de décentralisation qui est, à la fois, déterminé par une responsabilisation renforcée des acteurs locaux, l'insuffisance et la désuétude des rares équipements, la déchéance de l'environnement physique et humain, et par la détérioration du tissu socio-économique. L'intervention du PLCP a pour, entre autres, finalités de corriger ce déséquilibre.

Considérées dans le document de projet comme entité de la composante renforcement de capacités, les activités IEC ont été maintenues telles quelles avec l'évolution du programme mais érigées en sous- composante autonome et confiées à une Agence- Conseil en Marketing Communication, dénommée OFBD (Offrir – Faciliter – Baliser – Développement) qui en assure la Maîtrise d'Ouvrage Délégué (MOD) pour accompagner les populations dans la correction de cette quinte.

La sensibilisation, l'éducation et la formation pour un changement de comportements durable constituent des axes importants de l'intervention du PLCP. Les activités d'intermédiation sociale menées tout au long de ce processus par le Maître d'Ouvrage Délégué en IEC, se sont articulées autour de deux aspects fondamentaux : l'amélioration de la santé communautaire et l'accès durable aux infrastructures et équipements communautaires

#### **Objectifs**

L'objectif en communication institutionnelle est de faire connaître le PLCP et ses objectifs et celui de la communication conscientisante, avait trait à la sensibilisation des bénéficiaires sur les réalisations du projet afin de susciter des comportements et des dispositions allant dans le sens de leur pérennisation.

#### **Stratégie**

Le MOD a élaboré une méthodologie et un plan de communication global du PLCP. Ce plan comprend un volet **Institutionnel** et un volet **Sensibilisation**,



tous articulés dans un planning d'exécution plénier des activités de la sous-composante. Pour la réalisation des activités sur le terrain, 140 Relais en intermédiation sociale ont été recrutés et formés pour faire face aux besoins de sensibilisation et 122 parmi eux ont été recyclés et redéployés pour assurer la continuité des activités. L'évolution des activités de sensibilisation a connu quatre phases majeures.

La première phase a été essentiellement consacrée au déroulement de la communication institutionnelle, à savoir, faire connaître le PLCP au niveau des communautés de base avant l'entame des réalisations.

La deuxième phase a vu le démarrage des activités sensibilisation qui n'ont duré, pour un premier temps, qu'un trimestre (octobre, novembre et décembre 2003).

La troisième phase a été marquée par un réaménagement budgétaire afin de trouver des moyens additionnels au plan de communication dont la prévision budgétaire annuelle a été ingurgitée par un trimestre de sensibilisation. Cette situation n'est pas sans conséquence sur les rigueurs budgétaires, du fait que la prise en charge financière des relais en a pâtie.

La quatrième phase a coïncidé avec la relance des actions de sensibilisation qui a également enregistré d'énormes perturbations à cause des trois mois consacrés à la confection des boîtes à images devant servir de supports. Cet état de fait est la résultante de la spécificité de la commande qui nécessitait non seulement que les slogans soient en langues nationales, mais aussi, que celles-ci respectent les différents parlars des régions concernées.

## **Réalisations**

### **a) COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE**

#### EDITION

Calendrier : Quantité réalisée: 1000

Plaquettes pour complexes socio-communautaire : Quantité réalisée: 700

Plaquettes institutionnelles : Quantité réalisée: 2000

Agendas 2004 : Quantité réalisée: 450

#### PUBLI-REPORTAGES TELEVISION

Des publi-reportages ont été réalisés et diffusés au niveau de la télévision nationale pour informer les bénéficiaires et les partenaires sur :

- Le lancement effectif des activités physiques du projet dans les cinq zones d'intervention ;



- Le lancement du financement des micro-projets dans les cinq zones d'intervention ;
- Les poses de première pierre d'infrastructure socio-communautaire et d'équipements hydrauliques ;
- La mission du Conseil d'Administration de la BAD ;
- La mission du Sous Secrétaire d'État Américain au Trésor ;

### COMMUNICATION RADIO

Des émissions radio ont été réalisées pour le lancement des activités du projet à : Walf FM et SUD FM pour les activités du lancement des activités physiques du PLCP ;

SUD FM et LAMP FM Diourbel pour les activités du lancement du financement des micro-projets ;

### INSERTION – PRESSE

Un article présentant le projet en général et plus spécifiquement la synthèse des requêtes de financement élaborées par les ONG et soumises aux SFD a été commanditée dans le quotidien «L'ACTUEL ». Un publi-reportage presse a été commandité et réalisé dans le Soleil, édition du 11 Juillet 2003, à la suite de l'atelier bilan, en prélude à la revue à mi-parcours du PLCP.

Conception graphique d'un publi-reportage sur le financement de micro-projets destinés aux bénéficiaires du PLCP. Un publi-reportage presse a également été commandité et réalisé dans Afrique Intégration Magazine, édition du mois d'Octobre 2004

### REPORTAGES SUR LES ACTIVITES DU PROJET

Les activités des différentes composantes du projet ont bénéficié d'une couverture médiatique. Il s'agit de :

- Atelier de recherche de cohérence par rapport aux objectifs du DSRP ;
- Séminaire sur le manuel de procédures du MOD Alpha ;
- Atelier-bilan de la mission d'encadrement technique des ONG ;
- Séminaire avec la fédération nationale des groupements de promotion féminine ;
- Atelier bilan à mi-parcours du PLCP ;
- Atelier de mise à niveau du réseau des parlementaires pour la Population et le Développement ;
- Atelier SAFEFOD ;

- Mission générale de supervision du PLCP et de ses partenaires dans les cinq régions cibles ;
- Atelier SFD ;
- Atelier sur la Case des Tout-Petits ;
- Remise des équipements post-récoltes ;
- Atelier avec le Conseil National de la Jeunesse ;

## RELATIONS PRESSES

Des dossiers de presse ont été réalisés pour chaque événement

### *Presse audiovisuelle*

Les activités du PLCP ont bénéficié d'une large couverture audiovisuelle. En effet, les journalistes des radios nationales ont été présents et ont relayé l'information. Des reportages télé ont été réalisés et diffusés dans les principales éditions du journal en français et en wolof à la fin de chaque activité.

### *Presse écrite*

Des quotidiens ont consacré des articles au projet et il s'agit de : INFO 7, L'ACTUEL, LE SOLEIL, LE SUD QUOTIDIEN et WALFADJRI.

### *Pavoisement*

Au total, 17 banderoles de 7mx 90cm ont été réalisées pour annoncer les événements majeurs du projet.

## EMISSIONS RADIO

Des émissions radio ont été réalisées à SUD FM Dakar, à la RTS et au niveau des stations régionales :

SUD FM Dakar

RTS Dakar en wolof

RTS Dakar en français

RTS Diourbel

RTS Tambacounda

RTS Kolda

RTS Thiès

Des émissions de sensibilisation sur les premiers financements des micro-projets ont été réalisées à :

RTS Tamba

Sud FM Kolda

Dunyaa Thiès

## SPONSORISATION D'EMISSION TELE



Un débat portant sur la lutte contre la pauvreté, a été organisé par le Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale avec comme principal invité le Ministre et comme intervenants les responsables des projets qui s'activent dans la réduction de la pauvreté au Sénégal et le cabinet OFBD a assuré la participation du PLCP à cette émission.

### EXPOSITION ITINERANTE

Concernant l'exposition itinérante, 16 planches thématiques composées de photos retraçant l'ensemble des activités menées par le projet depuis son démarrage ont été réalisées. Ces planches seront utilisées chaque fois que de besoin lors des différents déplacements du projet.

### SUPPORTS DE SENSIBILISATION RÉALISÉS

#### Guide du relais

Ces guides comportent les informations sur le projet pour permettre au relais de mener à bien la tâche qui lui a été assignée et de pouvoir répondre à toutes les questions des bénéficiaires.

*Quantité réalisée: 500*

#### Affiches

Ces affiches illustrent les différents thèmes de chaque composante et ont été réalisées pour servir de supports de sensibilisation aux relais.

*Quantité réalisée : 11 650*

### SUPPORTS SECONDAIRES RÉALISÉS

Des supports secondaires ont été réalisés et distribués lors des différentes visites du PLCP dans ses zones d'intervention. Il s'agit de :

Tee shirts : Quantité réalisée: 4600

Casquettes : Quantité réalisée: 2100

Foulards : Quantité réalisée: 1600

Bonnets : Quantité réalisé: 800

### SKETCHES RADIO

Six sketches radio ont été réalisés avec la troupe de Sorano: en oulof, Sérère, pulaar, mandingue, ballante et soninké. Ils ont été diffusés dans les régions cibles du PLCP en fonction de la langue qui y est parlée :

Dakar: Mandingue, oulof, pulaar et Sérère

Thiès: Pulaar, Sérère et oulof

Diourbel: Pulaar, Sérère et oulof

Tambacounda: Pulaar, ouolof, mandingue et Soninké  
Kolda: Pulaar, ouolof, ballante et mandingue  
La diffusion s'est étalée de Décembre 2004 à Janvier 2005, à raison d'une diffusion par semaine, par station et par sketch.

## b) COMMUNICATION CONSCIENTISANTE

Un séminaire d'imprégnation et de mise à niveau des relais en Intermédiation Sociale a été organisé en vue du démarrage effectif de la sensibilisation directe sur le terrain. Des ateliers régionaux ont été organisés du 22 au 30 septembre 2003 dans chaque région d'intervention pour la répartition des relais par communauté de base d'une part et pour la remise de fiches techniques de mission de sensibilisation pour le trimestre octobre, novembre et décembre 2003, d'autre part.

Au total, 1800 séances de sensibilisation ont été effectuées dans les 600 communautés de base cibles du projet et 82 828 personnes ont été sensibilisées durant cette période sur des thèmes relatifs à la santé, à l'éducation, au social, à la micro finance et aux autres activités du projet.

Un second round d'ateliers régionaux a été également organisé du 24 Août au 1<sup>er</sup> Septembre 2005 dans chaque région d'intervention pour le démarrage de la 2<sup>ème</sup> phase de sensibilisation

S'agissant de la période de septembre, octobre, novembre 2004, chaque relais en intermédiation sociale a effectué deux séances de sensibilisation par communauté de base et une séance au mois de décembre 2004.

Les tendances de la mobilisation sociale varie d'une zone cible à l'autre :

### 1 Zone de Kolda

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 48821 dont 21915 hommes, soit 45% et 26906 femmes, soit 55%.

Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, nonobstant leur taille; elles se présentent comme suit :

Sédhiou	34384	71%
Kolda	7654	16%
Vélingara	6483	13%

### 2 Zone de Thiès

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 46179 dont 17527 hommes, soit 38% et 28552 femmes, soit 62%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre et se donnent comme suit: -

Thiès	14596	32 ?
Mbour	23151	50%
Tivaouane	8332	18%



### 3 Zone de Tambacounda

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de janvier 2004 à janvier 2005 est de 42 837 dont 20072 hommes, soit 47% et 22765 femmes, soit 53%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, en dépit de leur taille; elles s'annoncent comme suit: -

Tamba	30456	71% du total
Bakel	6664	16% du total
Kédougou	5717	13%

### 4 Zone de Dakar

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 43 183 dont 17 041 hommes, soit 39% et 43 181 femmes, soit 61%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, nonobstant leur taille; elles s'illustrent comme suit: -

Pikine	28756	66%
Guédiawaye	6314	15%
Rufisque	4213	10%
Dakar	3900	9%

### 5 Zone de Diourbel

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de janvier 2004 à janvier 2005 est de 52546 dont 19934 hommes, soit 38% et 32612 femmes, soit 62%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, malgré leur taille; elles se livrent comme suit: -

Bambey	27074	51,5%
Diourbel	13203	25,13%
Mbacké	12269	23%

## SOUS-COMPOSANTE ALPHABÉTISATION

### Rappel des résultats premiers attendus

Cette composante maîtresse du projet a été confiée à deux Maîtres d'Ouvrages délégués (MOD) que sont la Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement (SAFEFOD) et l'OFBD, respectivement chargé des Sous-Composantes Alphabétisation et IEC. Le plan d'exécution détaillé des activités du projet attribue à la Composante Renforcement les activités suivantes :

- former 40 formateurs et 600 facilitateurs
- Alphabétiser 36 000 auditeurs dans 500 communautés de base;
- Sensibiliser 36 000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, assainissement, environnement, gestion et auto-organisation;

- Développer une stratégie d'information et de communication sur le projet;
- Former 1800 représentants des bénéficiaires à la gestion et l'entretien durable des équipements et infrastructures;
- Former 1800 responsables de groupements de bénéficiaires à l'utilisation du crédit, la gestion financière des AGR et à la commercialisation des produits;
- Former 3000 responsables de groupements bénéficiaires pour la mise en place et la gestion des GEC et 1200 sur la formulation et la gestion de projets;
- Renforcer les capacités des partenaires institutionnels et d'exécution;
- Réaliser 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution;
- Former des représentants de 15 ONG et SFD.

Ce plan ci-dessus est le plan initial d'exécution du projet, il a été revu en janvier 2002 et reconduit tel quel dans le cadre des objectifs, résultats et activités de la Composante Renforcement de Capacités. Il faut cependant reconnaître qu'à l'état actuel de l'évolution du projet, la réalité des responsabilisations est d'une autre nature. Suite aux rencontres partagées avec ses partenaires techniques sur les stratégies sectorielles des différentes composantes, le PLCP a attribué à celui ayant en charge l'alphabétisation, la formation de:

- 40 formateurs;
- 1200 facilitateurs;
- 2400 relais
- 36 000 bénéficiaires;

et à celui en charge des activités IEC, le développement d'une stratégie d'information, de communication et de sensibilisation des communautés de base sur le projet.

Les autres activités de renforcement de capacités ont été confiées aux consultants, aux structures déconcentrées du Ministère de tutelle du projet et aux ONG (composante GP, partenaires institutionnels et composante micro finance/AGR.)

S'agissant de la sous composante IEC, le nombre de bénéficiaires qu'elle devait initialement toucher est de 36.000 personnes, à savoir, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après sa constitution en sous-composante autonome, avec un MOD à part entière, elle a ciblé l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes (Octobre – Décembre 2003).

### **Objectifs**

L'objectif général poursuivi par la composante est de renforcer la capacité d'intervention des partenaires / bénéficiaires par la formation et la sensibilisation

### **Objectifs spécifiques réels de la sous- composante alphabétisation :**

- former 36 .000 bénéficiaires



- élever le niveau éducatif et organisationnel des groupes cibles
- accroître les compétences techniques, professionnelles et les capacités d'auto-promotion des bénéficiaires ;
- renforcer le niveau d'encadrement administratif et technique des opérateurs induire des changements qualitatifs dans le milieu

## **Stratégie**

Malgré les réaménagements apportés par le BGP en matière de stratégie sectorielle, le MOD a tenu à se doter d'une grande ambition de renforcement de capacités des acteurs du projet. Et pour l'effectivité de sa mission, la SAFEFOD a adopté comme stratégie le Faire- faire, conformément aux principes directeurs du projet.

## **Réalisations**

Les réalisations recensées sont :

- Plan directeur de formation élaboré
- 02 protocoles signés avec le CONGAD et la DAEB
- Maître d'ouvrage délégué et 30 opérateurs recrutés
- Étude complémentaire du milieu réalisée
- 2 400 Relais d'alphabétisation choisis
- 1 800 représentants de bénéficiaires (comités de gestion CAL) formés
- Méthodologie et contenus de formation élaborés
- 40 formateurs formés et recyclés
- 120 superviseurs (des 2 cohortes) formés
- 1200 facilitateurs (des 2 cohortes) formés et recyclés
- 2400 relais villageois (des 2 cohortes) formés
- 1200 classes d'alphabétisation ont été ouvertes et ont fonctionnées 12 mois
- 34225 personnes alphabétisées (toute catégorie sociale confondue)
- 152.040 Manuels didactiques en langues nationales ont été mis à la disposition des participants
- 1200 tableaux noirs ont été mis à la disposition des CAL en partenariat avec le BG
- 36.000 trousseaux de fournitures ont été distribués aux apprenants

Compte tenu de l'ampleur du programme qui concerne 36000 bénéficiaires à alphabétiser dans 600 CB, la stratégie sectorielle a consisté à :

- ❖ recruter par un appel d'offres national, un MOD financier et technique en alphabétisation qui a assuré le management du programme



- ❖ impliquer les services techniques du ministère de l'alphabétisation, la DAEB et ses services déconcentrés dans tout le processus de mise en œuvre du programme notamment le suivi et l'évaluation externe des activités d'alphabétisation
- ❖ recruter, par une approche décentralisée de 30 opérateurs en alphabétisation travaillant sous la supervision et la coordination du MOD ; 6 opérateurs par région basés dans les localités les plus proches de leur zone d'intervention et ayant chacun 40 classes à sa charge
- ❖ réaliser une étude complémentaire du milieu basée sur des principes directeurs fondamentaux que sont l'approche genre et la participation et ayant permis l'enrôlement dans les classes de toutes les cibles du projet (jeunes filles et garçons, handicapés, hommes et femmes); de même cette approche a facilité la détermination des langues nationales d'apprentissage du programme en fonction de la structuration linguistique de chaque CB; ainsi le bilinguisme ou multilinguisme des quartiers ont été en grande majorité pris en compte avec l'ouverture de 2 à 3 classes ;
- ❖ attribuer d'un appui institutionnel de 120 millions aux 30 opérateurs partenaires (4 millions par opérateur) ayant permis à beaucoup d'opérateurs de se doter d'un siège équipé fonctionnel proche de leurs zones d'intervention, de moyens logistiques pour le suivi rapproché des classes ;
- ❖ renforcer les capacités et en même temps créer des emplois à travers le recrutement et la formation de 40 formateurs de formateurs ayant assuré la formation en cascade des 120 superviseurs des centres et des 1200 facilitateurs/trices et animateurs, de 60 coordonnateurs de sous projets ;
- ❖ contribuer de façon considérable à la politique d'élimination progressive de l'analphabétisme au Sénégal à travers l'ouverture de 1200 classes d'alphabétisation fonctionnelle en deux cohortes ; 36000 bénéficiaires sont alphabétisés en 2 cohortes croisées de 2 phases chacune (18000 apprenants par cohorte) ; à titre d'exemple, les données statistiques de la 1<sup>ère</sup> cohorte révèlent un effectif global alphabétisé de 17779 personnes et la situation des classes de chaque région : **DAKAR** : 3505 apprenants (225 hommes et 3277 femmes), **THIES** : 3551 apprenants ( 336 hommes et 3215 femmes), **DIOURBEL** : 3573 apprenants ( 212 hommes et 3361 femmes), **TAMBACOUNDA** :



3579 apprenants (1187 hommes et 2392 femmes), **KOLDA** :  
3591 apprenants (594 hommes et 2997 femmes) ;

- ❖ l'équipement des 600 centres d'alphabétisation par la mise en place de 1200 tableaux noirs et la dotation de 36000 apprenants en fournitures de classes et en manuels d'alphabétisation fonctionnelle ,5 manuels par apprenant ce qui fait un total de 180 000 manuels en langues nationales(144 000 manuels pour les apprentissages fondamentaux et 36000 ouvrages de post alphabétisation) wolof, pulaar, sérère,soninké, balante, mandinka ;
- ❖ la mise en place d'un dispositif de pérennisation du programme par la formation et l'encadrement rapproché de 2400 relais formateurs issus des 36000 alphabétisés et la mise en place de 600 meubles de rangement et des ouvrages de post alphabétisation.

### **Formation :**

Des formations thématiques importantes ont été réalisées au profit des partenaires et des bénéficiaires sur la en micro finance, la mise en place et la gestion des CLEC, la gestion de projet, la gestion de crédit, l'approche genre et la participation

De même 600 comités de quartiers et villageois chargés du suivi et de la coordination des activités des sous comités des différents investissements ont été formés pour la pérennisation des investissements communautaires.

### **A. 2. INNOVATIONS STRATEGIQUES PRECONISEES**

- Intégration des activités des composantes en démarrant en premier lieu le programme d'alphabétisation ;
- Articulation des actions d'alphabétisation à la formation technique et au financement des AGR selon les potentialités économiques de chaque localité
- Prise en compte de toutes les dispositions pratiques pour améliorer les conditions d'apprentissage des adultes ;
- Formation technique des facilitateurs pour un encadrement rapproché des bénéficiaires dans la conduite de leurs activités



- Utilisation des relais formateurs/alphabétiseurs dans le dispositif de pérennisation et la gestion des bibliothèques communautaires

## **B. COMPOSANTE MICROFINANCE ET APPUI AUX ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS :**

### **B. 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :**

Depuis les années 90, le secteur de la Micro finance s'est véritablement développé, avec l'éclosion et la création de Structures Financières Décentralisées (SFD). Plus de 650 SFD ont été légalisées (agrées, reconnues ou signataires cadre), mais malgré toutes ces dispositions l'accès au crédit demeure encore très difficile pour une catégorie de personnes très « pauvres » ; les raisons évoquées sont : la garantie, l'épargne préalable, le taux d'intérêt etc. Ces conditions sont proposées, sans distinction, à tous les clients, sans évaluation de leurs potentiels

C'est pour ces raisons, que le PLCP, qui cible les groupes cibles vulnérables des zones défavorisées, a développé selon une approche participative, qui, d'une part, prend en compte les groupes cibles considérés en majorité pauvres, et d'autre part, réduit les exclus du système actuel, en créant de nouveaux produits adaptés à leur statut.

Le projet a octroyé une ligne de crédit de 2.580.000.000 Frs CFA à des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) pour promouvoir des banques de proximité non classiques à travers des Caisses Locales d'Épargne et Crédit (CLEC) et bientôt par le truchement des CAPEC.

Pour faciliter l'accès, quinze ONG ont été commis pour accompagner les CB dans l'identification, l'élaboration, la soumission des requêtes pour financement auprès des SFD et pour le suivi des AGR.

### **Objectifs**

L'objectif général poursuivi par la composante micro finance – (AGR) est de lutter contre la pauvreté par la facilitation de l'accès aux crédits pour le développement d'activités génératrices de revenus et pour l'amélioration de l'offre de crédit.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la composante sont :

- Accessibilité du crédit aux groupes cible du PLCP ;
- Accroissement des capacités de génération de revenus des groupes cibles;
- Mise en place d'un réseau performant de structures de financement décentralisées.
- Financement de trois catégories de cibles ;
- Assurer le recouvrement des prêts ;
- Faciliter la mise en place des structures de pérennisation de l'accès aux crédits (à l'image des CLEC).



## **Stratégie**

La stratégie d'intervention de la composante est basée sur la mise en place d'un fonds de crédit alimenté par la contribution de l'État du Sénégal et de la Banque Africaine de Développement. Le fonctionnement de la ligne de crédit est assuré à travers la conclusion de convention avec 13 Structures de financement décentralisées (SFD) et 15 Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Les SFD assurent le financement des groupes cibles-Communautés de Base, individus et Caisse Locale d'Épargne et de Crédit (CLEC).

Les ONG assurent la formation, le montage des demandes de financement et le suivi des AGR.

Le projet a mis en place 516 Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) et des Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CAPEC) pour accompagner la mise en œuvre de la composante micro-crédit / AGR.

Les SFD accèdent au fonds de crédit à un taux d'intérêt nul (0%) et, elles refinancement les CLEC au taux de 7%, Excepté l'ASACASE qui refinance à 6,5%.

Les partenaires et bénéficiaires, accèdent au financement sans apport personnel préalable, avec comme garantie exigée: la caution solidaire. Ils sont répartis en trois catégories suivant leur statut social,

**Catégorie I :** Femmes, jeunes, handicapés, personnes du 3<sup>ème</sup> âge en activité et à revenus précaires sans expériences de crédit.

**Catégorie II :** Association de groupement de jeunes et de femmes, de handicapés, et de personnes du 3<sup>ème</sup> âge en situation difficile.

**Catégorie III:** Associations ou groupements de promotion de femmes ou de d'hommes organisés autour de micro-entreprises en difficulté de développement ou en extension.

## **Réalisations**

### **Stratégie d'intervention élaborée**

Études spécifiques réalisées :

Créneaux porteurs

Diagnostic des SFD

Diagnostic des caisses de base

Systèmes de crédits adaptés aux pauvres

Recrutement des partenaires d'exécution :

13 SFD sélectionnés  
 15 ONG recrutées  
 02 bureaux d'études recrutés pour la formation des partenaires  
 Protocole signé avec la Cellule AT/CPEC

Formation à l'utilisation du crédit, à la gestion de projet et la promotion de CLEC

Besoins diagnostiqués  
 Structures spécialisées identifiées  
 1094 bénéficiaires touchés

Mobilisation des fonds

Planification des financements et des décaissements élaborés  
 Fonds de contrepartie 2001, 2002, 2003 et 2004 mobilisés  
 Fonds de contrepartie affectés aux SFD  
 Demandes de décaissement transmises à la BAD

**Le tableau ci-après retrace la situation des mobilisations du fonds de crédit :**

<b>BAILLEURS</b>	<b>MONTANTS PREVUS</b>	<b>MONTANTANTS MOBILISES</b>	<b>CREDITS RELIQUATAIRES</b>
Etat du Sénégal	1 293 354 000	1 118 674 045	174 679 955
FAD	1 286 646 000	654 895 050	631 750 950
<b>TOTAL</b>	<b>2 580 000 000</b>	<b>1 773 559 095</b>	<b>806 530 905</b>

Le fonds de crédit du PLCP s'élève à F CFA 2, 580 milliards dont :

État du Sénégal : 51%, soit F CFA 1 233 354 000

FAD : 49%, soit F CFA 1 286 646 000

Les crédits mobilisés pour la composante s'élèvent à Fcfa 1 773 569 095 répartis comme suit :

Contrepartie État du Sénégal : 1 118 674 045 Fcfa

FAD (Fonds Africain de Développement) : 654 895 050 Fcfa

Les crédits reliquataires pour la composante s'élèvent à F CFA 806 430 905

dont :

- Contrepartie État du Sénégal : 174 673 955 Fcfa

- FAD (Fonds Africain de Développement) : 631 750 950 Fcfa

Le financement des projets a démarré en mars 2003. Plus de 30 000 requêtes ont été élaborées par les ONG.



Au total, le nombre de projets financés par les SFD et les CLEC, se chiffre à 21.580 pour 39.209 promoteurs, pour un montant décaissé de 1 655 894 055 Fcfa. Au total, 516 CLEC ont été mises en place et équipées.

La formation des membres aussi a été parachevée. Pour celle du personnel des partenaires et des bénéficiaires, 107 responsables de 15 ONG ont été formés.

Les crédits mobilisés auprès des bailleurs s'élèvent à F CFA 1 773 559 095 contre des décaissements de F CFA 1 252 200 000 au profit des SFD. Il en résulte un solde théorique de F CFA 521 339 095 disponible au niveau du fonds de crédit.

En contrepartie du montant de F CFA 1 252 200 000 qu'ils ont reçu, les SFD ont distribué un volume de crédit de F CFA 1 619 652 768 soit un crédit revolving de 367 452 768 F CFA en valeur absolue et 29% en valeur relative.

Ainsi, pour 100 F CFA de financements reçu du PLCP, les SFD ont octroyé en moyenne 129 F CFA. Le nombre de projets financés se chiffre à 21 580 pour 39 209 promoteurs. Le nombre de Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) touchées est de 258 dont 63 pour l'ASACASE.

D'après le rapport de l'évaluation à mi-parcours des prestations des SFD et ONG, l'intervention de la Composante Micro finance a généré des impacts socio-économiques assez importants sur les populations ciblées; et de façon générale, les conditions de vie des populations sont améliorées et peuvent être mesurées sur plusieurs aspects :

- L'autonomie et la réhabilitation des groupes cibles vulnérables (femmes et handicapés) ;
- L'amélioration de la sécurité financière des familles ciblées ;
- La solidarité et la prise de responsabilité collectives.

Les difficultés notées dans la mise en œuvre des activités pourraient être résumées ainsi :

- + La difficulté de concilier la micro finance avec ses normes macro économiques (système formel) et la prise en charge des personnes vulnérables sans expérience de crédit (système informel)
- + Les longueurs des procédures de décaissement, d'acquisition de biens et services inadaptées aux spécificités des projets de Lutte Contre la Pauvreté qui doivent gérer des demandes pressantes.
- + La réticence des SFD à financer les CLEC du fait de leur statut informel alors que ces structures constituent le moyen le plus efficace pour toucher les pauvres, mais aussi et surtout pour



créer une clientèle potentielle, apte à aller vers les SFD professionnelles, assurant ainsi leur durabilité.

### **Perspectives**

Nous avons cependant noté la modicité du fonds de crédit mis en place face à la très forte demande des populations ciblées ; durant la première année d'exécution des activités du projet, les ONG ont élaboré au profit des bénéficiaires, plus de **7000** requêtes correspondant à plus de trois milliards de FCFA (**3 000 000 000**) dépassant largement l'enveloppe initialement prévue (**2 580 000 000 FCFA**).

Aussi pour la deuxième phase le fonds de crédit pourrait être porté à **cinq milliards (5 000 000 000) FCFA** pour consolider les acquis du présent projet, étendre notre champs d'action, et soutenir les activités entreprises par de nouveaux bénéficiaires d'autres quartiers ou villages et surtout renforcer le processus de consolidation des Petites et Moyennes Entreprises (PME) amorcé dans cette 1<sup>er</sup> phase.

### **B. 2. INNOVATIONS STRATEGIQUES PRECONISEES :**

Le volet Microfinance et AGR pourrait être soutenu par un important programme d'accompagnement, sous forme d'appui institutionnel en formation, en appui organisationnel, en mobiliers de bureau et en logistique au profit des populations ciblées et des partenaires institutionnels (directions techniques des Ministères concernés, services déconcentrés de l'Etat) et les partenaires d'exécution du projet (ONG et SFD).

L'appui institutionnel (surtout en logistique) se justifie par l'enclavement des communautés de base situées dans des zones très éloignées.

Le nouveau programme devra donc prendre en compte toutes ces considérations ; le fonds de crédit, fort de cette première expérience, pourrait s'étendre davantage dans d'autres zones et permettre l'intégration des acteurs du système informel au tissu économique national.

## **C. COMPOSANTE INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET HYDRAULIQUE :**

### **C. 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :**



Les activités de la composante IEH, à travers ses volets infrastructures socio-communautaires, hydraulique et assainissement, s'intègrent parfaitement dans les orientations stratégiques définies par le DSRP. Les volets hydrauliques et assainissement du PLCP ont enregistré des réalisations substantielles qui cadrent avec la politique l'Etat en la matière. Ces réalisations vont dans le sens de satisfaire l'objectif visé par le Sénégal qui est d'améliorer les conditions d'hygiène des populations et de leur assurer une bonne alimentation en eau afin d'atteindre le niveau d'accès minimal qui est de 35 litres /hbt /jr, conformément aux normes édictées par l'OMS. Les infrastructures socio-communautaires réalisées par le PLCP participent à l'amélioration du cadre de vie, à leur formation et à l'épanouissement socio-culturel des populations bénéficiaires.

Les actions de la composante IEH du PLCP répondent tout à fait à la politique unifiée d'investissement de l'Etat qui régit le cadre d'intervention dans les secteurs de l'hydraulique et de l'assainissement.

### **Rappel des résultats premiers attendus**

Pour mieux mesurer la place centrale de la composante dans le dispositif d'ensemble du projet, il est nécessaire de rappeler les résultats premiers attendus.

Le cadre des objectifs, activités et résultats attendus avait planifié un ensemble d'activités à réaliser que sont:

165 ouvrages hydrauliques équipés de matériel d'exhaure ;

165 latrines et la sensibilisation des communautés aux questions d'assainissement ;

La mise en place des équipements post-récolte et de valorisation des produits agricoles et halieutiques ;

La formation des bénéficiaires à la maintenance, à la gestion durable des équipements et aux techniques de valorisation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage ;

La construction ou réhabilitation et l'équipement de 40 garderies éducatives ;

La construction et l'équipement de 15 cases-foyers, 20 Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit et 15 cases de-santé.

### **Objectifs**

L'objectif général de la composante est d'améliorer l'accès aux services sociaux de base et les conditions de travail des groupes cibles.

Les objectifs opérationnels permettent aux communautés ciblées :

- d'accéder facilement à l'eau potable en quantité dans un environnement assaini.
- de disposer de meilleures capacités de valorisation des produits agricoles et halieutiques et d'alléger les femmes, en particulier en matière de travaux post-récolte.



- de disposer de garderies, de cases de santé, de caisses populaires d'épargne et de crédit.

Il ressort de ces objectifs 3 sous-composantes que sont :

- l'hydraulique
- les constructions
- les équipements.

### **Stratégie**

L'exécution du volet Infrastructures communautaires a été confiée à l'AGETIP comme Maître d'Ouvrage Délégué, qui à son tour, a sélectionné des maîtres d'œuvre et des entreprises.

L'AGETIP est chargé de la supervision des travaux et de la sélection des entreprises qualifiées, jugées acceptables par la BAD en relation avec le projet. Ses prestations couvrent toutes les phases d'exécution des travaux, depuis les aspects techniques, organisationnels jusqu'aux réceptions définitives.

Les activités de suivi vont impliquer plusieurs acteurs:

- les entreprises prestataires de travaux exécutent sous la responsabilité du MOD, les ouvrages dans le respect des prescriptions techniques, et des délais contractuels ;
- les Maîtres d'œuvre assurent le contrôle des entreprises et des travaux sur le terrain ;

L'AGETIP assure le suivi et la coordination de l'ensemble du programme. Le responsable de la composante IEH et les URG vont s'impliquer de manière très active dans les activités de suivi à travers des missions périodiques de terrain et des réunions de coordination; et en ce qui concerne les communautés, les bénéficiaires sont organisés pour s'impliquer dans le suivi des chantiers et plus tard dans des programmes de formation thématique.

Dans la mise œuvre de la stratégie, une nouvelle planification opérationnelle a été élaborée qui tient compte des besoins réellement exprimés et surtout du coût des travaux et équipements relativement aux appels d'offres ( Coûts réels des prestations ).

Ainsi, le réajustement du programme de réalisations d'infrastructures se traduit comme suit :

- 120 ouvrages hydrauliques plus leurs équipements
- 120 latrines
- 16 cases-foyers
- 14 cases des tous-petits
- 14 cases de santé et leurs équipements
- 378 équipements post-récoltes



La mise en œuvre de toutes ces réalisations est complétée par un important programme d'accompagnement des bénéficiaires pour une utilisation efficiente des infrastructures et équipements. Il s'agit d'aider à:

- l'organisation des bénéficiaires en comités de gestion ;
- la définition de programmes d'animation et de sensibilisation des communautés ;
- la définition de systèmes de gestion des équipements et infrastructures ;
- la définition de systèmes de maintenance opérationnelle ;
- la définition des thèmes de formations en maintenance, en techniques relatives au maraîchage, en transformation et conservation de produits agricoles ou halieutiques, en gestion des infrastructures, des équipements d'hygiène et d'assainissement.

## **Réalisations**

L'analyse de ces performances fait ressortir les réalisations suivantes :

- Formation en Gestion des Équipements
- Plan de formation spécifique élaboré
- Besoins de formation identifiés
- Membres des comités de gestion identifiés
- Structures spécialisées identifiées
- AGETIP recrutée comme Maître d'Ouvrage Délégué
- Études architecturales réalisées
- Maîtres d'œuvre recrutés par l'AGETIP
- Fournisseurs pour plus de 550 équipements sélectionnés dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres international (approbation des marchés faite et livraison cours)
- Abris des broyeurs construits
- Comités de gestion installés

## **Hydraulique villageoise et assainissement**

- Groupement de bureaux d'études recruté ;
- Études techniques et socio-économiques complémentaires réalisées;
- Cahiers des charges et dossiers d'appels d'offres des travaux élaborés;
- Soumissionnaires évalués;
- Spécifications techniques des équipements d'exhaure élaborées;
- Programmes d'accompagnement formulés;
- Procédure d'acquisition des équipements d'exhaure lancée, les fournisseurs sont sélectionnés et les réceptions ont été faites.

TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS

Régions	Puits+ Équipements	Latrines	Case-Foyer	Case des Tt-Petits	Case de santé	Équipements Post-Récolte	Charrettes
DAKAR	02	02	4	2	2	24 moulins + 1 décortiqueuses à mil	34
THIES	16	16	3	3	3	81 moulins + 4 batteuses et 5 décortiqueuses à mil	41
DIOURBEL	36	36	3	3	3	87 moulins 5 batteuses à céréales et 5 décortiqueuses à mil	50
TAMBA	31	31	3	3	3	3 batteuses 60 moulins 10 décortiqueuses à fonio	51
KOLDA	35	35	3	3	3	74 moulins	40
TOTAUX	120	120	16	14	14		216

## ANALYSE DES REALISATIONS

L'analyse du tableau récapitulatif des réalisations dans les 5 régions enquêtées laisse entrevoir un niveau de réalisations notables pour les infrastructures communautaires, avec 16 cases-foyers, 14 cases des tout-petits, 14 cases de santé, construites.

Pour le volet Hydraulique et assainissement, les 120 ouvrages et mini réseaux d'eau potable prévus pour un montant de 1 678 936 999 Fcfa, seront bientôt fonctionnels parce que les équipements sont en cours d'installation.

Les 120 latrines d'un montant de 706 203 900 Fcfa sont achevées et sont actuellement fonctionnelles. Les travaux des infrastructures hydrauliques sont aussi en voie d'achèvement, les puits ont été forés la mise en place des équipements est en cours et sera achevée dans si peu de temps; il s'agit des équipements hydrauliques financés par le FND provenant du Danemark. Ces équipements d'exhaure de 640 321 821 Fcfa comprennent:

- 37 électro- pompes solaires ;
- 35 électro- pompes thermiques et un lot de pièces de rechange plus des pompes manuelles importées de l'Inde qui sont en cour d'installation.

Le volet hydraulique a bénéficié en octobre 2004 d'une prolongation du prêt FND pour un montant de 2 milliards. Ce programme additionnel permettra la couverture d'environ 50 nouvelles CB pour 100 demandes de points d'eau supplémentaires.



Les équipements collectifs de transformation, d'allégement des travaux de la femme sont en cours de livraison ( fournitures et installations ) par la société AFCO.

Ces équipements sont les suivants:

- 18 décortiqueuses à mil ;
- 336 broyeuses à céréales ;
- 12 batteuses à mil ;
- 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange qui sont en cour de livraison.

La SISMAR est contractée pour respectivement 120 charrettes asines et 96 équines, soit un total de 216 charrettes à traction, qu'elle est en train de livrer sur les sites cibles.

Les équipements et mobiliers des infrastructures communautaires seront bientôt mis en place, l'avis de non-objection de la BAD sur les procédures de sélection des fournisseurs a été obtenu pour la moitié des lots, pour l'autre, les avis sont toujours attendus, l'appel d'offre a été lancé et le matériel sera mis en place bientôt.

Au total, il ne reste que la réalisation du volet accompagnement avec les formations spécifiques à chaque sous-composante. Les comites de gestion ont été mis en place; les requêtes correspondantes planifiées et budgétisées n'attendent que l'avis favorable de la BAD pour le démarrage des sessions de formation. Les formateurs des agents des différentes structures ont déjà été identifiés:

Les fournisseurs SISMAR et AFCO se chargeront de la formation pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récoltes ;

Les agents des CERP assureront celle des comités de gestion des équipements post-récolte ;

Les infirmiers et chefs de poste des districts sanitaires animeront la formation des agents communautaires et matrones (case de santé) ;

Le personnel de l'agence nationale de la case des tous-petits facilitera la formation des agents des cases des tous-petits.

## **Perspectives**

Une reconduction du Projet est sollicitée pour d'une part, accompagner les bénéficiaires de la première phase dans une perspective de consolidation et d'autre part élargir le ciblage du Projet, au regard de l'importance des besoins recensés dans le domaine des infrastructures et équipements de base

En effet malgré la consistance des ressources de la première phase, la couverture des besoins des villages ciblés reste encore très limitée. A ce propos, sur l'échantillon des 600 localités sélectionnées, plus de 300



demandes de points d'eau avaient découlé de l'étude du Milieu réalisée par le Projet.

Seuls 120 villages ont été retenus en définitive (soit 40% de la demande), au regard du budget disponible, ce qui laisse encore un important gap à résorber.

Il en est de même des infrastructures d'assainissement comme les latrines qui accompagnent les ouvrages hydrauliques. En milieu rural, le taux d'accès aux latrines tourne autour de 13% et en milieu urbain, la forte croissance démographique liée à l'exode rurale génère des îlots d'insalubrité.

En ce qui concerne les autres infrastructures socio-communautaires (Cases foyers, cases de santé, cases des tout petits) dont le financement était pris en charge par le Fonds africain de Développement, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, signée avec l'AGETIP, pour un montant global de 1 397 500 000 F CFA permettra de construire et équiper, selon une approche intégrée, au niveau de 36 Localités :

- 14 Cases des tout petits
- 14 Cases de santé
- 16 Cases foyers

Les cases des tout petits s'inscrivent dans les orientations politiques de l'Etat qui ambitionne de doter de toutes les localités du Pays de ce type d'infrastructure, pour donner à tous les enfants une chance égale de bénéficier, avant le cycle élémentaire d'un encadrement et d'une préparation psycho pédagogique appropriée.

Les cases de Santé constituent quant à elles le maillon faible de la pyramide sanitaire, puisque très peu pris en compte dans le cadre des programmes de coopération. Il y a ainsi d'énormes efforts à faire pour améliorer l'accessibilité géographique des populations des zones rurales pauvres et souvent très enclavées par rapport aux structures sanitaires.

Les Cases foyers constituent une réponse intégrée à une grappe de besoins convergents d'une même localité ; en effet, de par leur conception architecturale, elles constituent des espaces polyvalents de rencontre d'échanges, de formation, mais aussi et surtout des espaces économiques, à travers la caisse d'épargne et de crédit qui y est intégrée et les ateliers thématiques qui en font de véritables incubateurs de projets et ainsi des leviers de développement endogène. Ces infrastructures ont pour la plupart été implantées dans



des localités où elles polarisent des communautés de base un peu excentrées.

Malgré l'importance et le caractère stratégique de ces services sociaux, peu de localités ont en définitive été touchées et les ressources additionnelles attendues de la deuxième phase permettront d'améliorer le taux de couverture des besoins des populations, dans le cadre d'une démarche intégrale et systémique.

### **C. 2. HYPOTHESES DE MISE EN ŒUVRE :**

Le financement complémentaire sollicité permettra de toucher environ 200 localités supplémentaires qui bénéficieront ainsi, selon leurs besoins, d'infrastructures communautaires de base (Puits, mini-réseaux d'adduction d'eau, latrines, bacs à laver et puisards, cases de santé, cases des tout petits, cases foyers, etc.)

C'est au moins 60 mille personnes qui pourraient ainsi directement bénéficier de cette rallonge, en zone rurale pour l'essentiel, ce qui constitue une contribution non négligeable à l'atteinte des objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (D.S.R.P.).

A ce propos, les hypothèses ci-après sont retenues :

Confier le génie civil relatif aux infrastructures communautaires à l'AGETIP qui jouera le rôle de Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) comme c'est le cas actuellement avec les Infrastructures financées par le FAD.

L'AGETIP recrutera alors les Bureaux d'architecture et d'ingénierie, les Entreprises, les Bureaux de Contrôle conformément à son manuel de procédures, en phase avec les règles de procédures de la plupart des Bailleurs de Fonds notamment la Banque Africaine de Développement, en ce qui concerne l'acquisition des Biens, Services et Travaux.

L'avantage du recours à l'AGETIP est que toutes les études architecturales et techniques déjà réalisées seront capitalisées, ce qui constitue un gain de ressources et de temps.

Une provision de 5% sur le coût des Infrastructures et études connexes requises permettra de rémunérer l'Agence .

Les infrastructures d'Assainissement seront aussi déléguées à l'AGETIP qui capitalise une grande expérience dans l'approche communautaire de ce type d'intervention, notamment avec un réseau d'ONG spécialisées (ENDA, CREPA ; etc.)

La formation technique des opérateurs chargés de la maintenance des pompes est incluse dans les coûts d'acquisition des pompes et sera confiée aux fournisseurs de ces équipements pour assurer une certaine cohérence et limiter les procédures d'acquisition qui prennent l'essentiel du temps.

Au titre des prestations de Consultants, les seules consultations à retenir pourraient concerner le volet Hydraulique où le schéma de la présente phase pourrait être retenu.

Compte tenu de son envergure, il est envisagé de reconduire comme c'est le cas actuellement, un contrat de groupement d'un Bureau Nordique et d'un Bureau Sénégalais à qui sera confié une série de missions d'Assistance au Projet.

Les frais de fonctionnement représenteront 2% du coût de base.



## **D. COMPOSANTE « FILET DE SECURITE »**

Cette composante constituera une innovation pour cette deuxième phase. En effet, des événements douloureux surviennent parfois dans les zones du projet et créent des situations de vie très précaire :

- incendie qui ravagent les habitations ou les locaux communautaires,
- inondation due aux pluies,
- maladie ayant décimé le bétail,
- et autres calamités qui créent des situations d'urgence auxquelles il faut faire face. La non résolution des problèmes nés de celles – ci, empêchent les projets mis en œuvre par le Programme de fonctionner ou créent des besoins vitaux dont les coûts sont insupportables pour les populations. Les populations se trouvent alors démunies et les efforts précédemment réalisés pour les sortir de la pauvreté deviennent vains.

C'est la raison pour laquelle, il est proposé la mise en place d'un fonds pour prendre en charge ces besoins vitaux dans les plus brefs délais afin de créer un environnement favorable aux investissements de développement durable.

## **E. COMPOSANTE GESTION :**

### **D. 1. ORGANISATION ET GESTION**

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par une Directrice Nationale, assistée :

- d'un Administrateur Gestionnaire ;
- d'un Comptable ;
- d'un spécialiste en IEC/Alphabétisation ;
- de deux spécialistes en micro-finance ;
- d'un spécialiste en Génie rural ;
- d'un spécialiste en passation des marchés ;
- d'une Gérante de la Régie d'avance.

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs et d'une chargée de la documentation et de la reprographie (prise en charge par la contrepartie). Une société de nettoyage a été recrutée pour assurer la propreté des locaux. Une société de gardiennage s'occupe de la sécurité des locaux et biens.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion du projet comprend :

- Un Coordonnateur de l'Unité,



- Un Adjoint, Assistant en développement à la base,
- Une secrétaire,
- Un chauffeur.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par des Comités locaux (CLP), communaux (CCP) et régional de pilotage (CRP).

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de pilotage (CNP) pour l'orientation et la Coordination des activités. Les comités de pilotage sont des cadres de concertation mis en place par le Projet pour mieux cerner et satisfaire les besoins des populations ciblées. Ils regroupent les élus locaux, les autorités administratives, les représentants de la société civile, des bénéficiaires, des services techniques et projets intervenant dans la localité.

Créé par arrêté N° 005716/MFSN/PLCP en date du 11 Septembre 2000, le comité national de pilotage du projet de lutte contre la pauvreté est chargé de coordonner, d'impulser et de veiller à la cohérence des programmes de travail en rapport avec les objectifs du Projet. Des comités régionaux et locaux ont été institués et ont la même mission au niveau local.

Pour veiller à une implication effective des populations, des comités villageois et de quartier ont été institués par le Projet et coordonnent des comités de gestion thématiques en vue d'assurer la pérennisation des activités réalisées.

Pour la réalisation des activités du projet, le BGP et les URG se sont appuyés sur les organisations de la société civile, en particulier les Structures de financement décentralisé et les ONG. Aussi, des maîtres d'ouvrages délégués ont assuré, sous la supervision du Projet, la mise en œuvre des différentes stratégies préconisées par le rapport d'évaluation et enrichies par l'équipe du Projet.

#### **D. 2. HYPOTHESES DE MISE EN ŒUVRE :**

La réalisation d'une deuxième phase du Projet va s'inscrire toujours dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, pour consolider les acquis du PLCP dans les zones précédemment ciblées et étendre les expériences développées dans d'autres localités.

Déjà des constats doivent être confortés et appuyés. Il s'agit de :



- L'originalité des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC) garantes du crédit de proximité et des comités thématiques de gestion coordonnés par le comité villageois ou de quartier ;
- L'interaction entre les partenaires d'exécution et institutionnels a assuré une synergie réelle et une dynamique de continuité au niveau de la base;
- Les principes directeurs ont suscité une meilleure communication entre les populations et les différents acteurs, confortent l'esprit de responsabilisation des communautés et rassurent pour l'appropriation des réalisations du Projet ;
- L'implication de toutes les catégories sociales des communautés de base a suscité une solidarité sans exclusion pour la prise en main du Projet. Cette démarche permet de conforter le développement et l'appropriation des réalisations par les populations elles-mêmes ;
- Ces atouts ont permis de constater des germes de changement dans les comportements et les conditions de vie des populations ciblées au sein d'une même communauté de base ;
- L'originalité du Projet découle de l'approche intégrée qui repose sur les principes directeurs de participation, prise en compte de la dimension genre, l'implication des autorités territoriales, des services techniques déconcentrés et des collectivités locales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des activités.

### III. DOMAINES D'INTERVENTION ET BUDGET INDICATIF

#### A. COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES

##### ALPHABETISATION

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Coût en CFA</b>
<b>1-recrutement et rémunération d'un maître d'ouvrage technique et financier national</b>	150 000 000
<b>2-alphabétisation de 36 000 apprenants( coût unitaire 40 000 frs/apprenant intégrant les sous rubriques ci-après )</b>	1 440 000 000
2-1) recrutement et rémunération de 40 opérateurs/trices régionaux basés dans leurs zones d'intervention (8/région)	
2-2) recrutement et formation/recyclage de personnel de terrain (coordonnateurs, formateurs, superviseurs, facilitateurs	
2-3) ouverture de 2000 classes d'alphabétisation	
2-4) fournitures de classes	
2-6) suivi et évaluation interne et externe des programmes	
<b>3- matériels didactiques et équipements</b>	360 000 000
(manuels d'alphabétisation et de post alphabétisation, table-bancs, tableaux pour un coût unitaire de 10 000)	
<b>4- appui institutionnel 30 opérateurs en alphabétisation</b>	150 000 000
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>2 100 000 000</b>

##### COMMUNICATION MOBILISATION SOCIALE

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Coût en CFA</b>
<b>1-Partenariat institutionnel avec la RTS et autres médias privés</b>	150 000 000
<b>2-sensibilisation des bénéficiaires des zones ciblées (budget intégrant les sous rubriques)</b>	600 000 000
2-1) recrutement et rémunération de relais en intermédiation sociale, journalistes et reporters régionaux	
2-2) couverture médiatique et campagne de sensibilisation	
2-3) production de supports de communication	
2-4) suivi et évaluation des programmes	
2-5) formation et recyclage des relais en intermédiation sociale	
2-6) forums d'échanges entre CB	
2-7) exposition itinérante	
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>750 000 000</b>



**FORMATION TECHNIQUE**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Coût en CFA</b>
- formation technique de 36 000 apprenants dans les domaines d'activités économiques choisis par les groupes cibles organisés	300 000 000
- formation/mise à niveau des personnels des services techniques chargés du suivi évaluation des programmes sectoriels	40 000 000
- formation thématique des bénéficiaires (élaboration, gestion de projets, commercialisation, marketing)	300 000 000
- formation des partenaires d'exécution en planification, gestion, suivi évaluation	120 000 000
- formation des comités de gestion des infrastructures et équipements	150 000 000
- formation et recyclage des comités de quartiers et villageois	120 000 000
- provision de formation à la carte	200 000 000
- Recyclage des relais en alphabétisation	30 000 000
- Formation et Recyclage des relais en intermédiation sociale	90 000 000

<b>SOUS TOTAL III</b>	<b>1 350 000 000</b>
-----------------------	----------------------

<b>TOTAL COMPOSANTE I</b>	<b>4 200 000 000</b>
---------------------------	----------------------

**B. COMPOSANTE MICROFINANCE ET APPUI AUX ACTIVITES  
GENERATRICES DE REVENUS :**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Coût en CFA</b>
<b>1. Fonds de crédit</b>	5 000 000 000
<b>2. Encadrement technique des bénéficiaires par les ONG</b>	500 000 000
<b>3. Suivi évaluation périodique</b>	25 000 000
<b>4. Rémunération des formateurs des ONG</b>	20 000 000
<b>5. Equipements des CLEC</b>	200 000 000
<b>TOTAL COMPOSANTE II</b>	<b>5 745 000 000</b>

**C. COMPOSANTE INFRASTRUCTURES, EQUIPEMENTS ET HYDRAULIQUE :**

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Coût en CFA</b>
<b>A. Etudes et Supervision</b>	
Consultants nationaux (appui supervision du volet hydraulique)	120 000 000
Consultants internationaux (appui à la supervision du volet hydraulique)	350 000 000
Contrôle des travaux hydrauliques (10% des travaux hydrauliques)	235 000 000
Etudes architecturales et techniques Infrastructures comm. (5% des travaux infrast. Communautaires)	90000000
Rémunération du Maître d'ouvrage délégué (AGETIP) pour les Infrastructures communautaires (5% du Coût études et travaux des Infrastr. communautaires et Infr. d'assainismt)	112 000 000
<b>Sous total A</b>	<b>817 000 000</b>
<b>B. Construction</b>	
Ouvrages de captage hydrauliques (Puits; Forages selon sites)	1 500 000 000
Réservoirs de stockage et mini réseau de distribution	850 000 000
Ouvrages d'assainissement (latrines, bacs à laver, puisards, etc.)	350 000 000
Infrastructures communautaires (Cases foyers; CAPEC; Cases des tout-petits; case de santé, Autres infrastructures assimilées etc)	1 800 000 000
<b>Sous total B</b>	<b>4 500 000 000</b>
<b>C. Equipements et Fournitures</b>	
Electropompes thermiques et solaires	900 000 000
Pompes manuelles	120 000 000
Stocks de pièces de rechange Pompes et Outillages pour la maintenance (5% coût Pompes)	102 000 000
Equipements des Cases foyers, cases des tout-petits	700 000 000
Cases de santé et autres	
Materiels pédagogiques pour Cases des tout-petits	200 000 000
Equipements agricoles et de transformation post récolte	500 000 000
<b>Sous total C</b>	<b>2 022 000 000</b>
<b>E. Formation</b>	
Formation des Membres des comités de gestion des points d'eau	30 000 000
Formation en Maraîchage et Arboriculture	30 000 000
Formation des Membres des comités de gestion des Infrastructures communautaires	30 000 000





## I. RAPPEL DE QUELQUES DONNEES DU PLCP :

Elaboré comme un des instruments de mise en œuvre du Programme National de Lutte Contre la Pauvreté et articulé suivant les axes prioritaires de la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté au Sénégal, le Projet de Lutte Contre la Pauvreté (PLCP –FAD/FND) financé conjointement par le Gouvernement Sénégalais, la Banque Africaine de Développement et le Fonds Nordique de Développement et placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale vise à contribuer à la réduction de la pauvreté par :

- l'élévation du niveau éducatif, des compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes cibles ;
- l'accroissement de leurs capacités de génération de revenus ;
- l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base et de leurs conditions.

Le Projet de Lutte Contre la Pauvreté intervient dans les mêmes régions que celles initialement ciblées par l'ancien Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine (PAGPF) que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda et l'accent a été mis, au niveau de chacune des ces régions, dans un département jugé prioritaire. Ces départements qui reçoivent 70% des investissements contre 30% pour les zones restantes sont : Pikine/Guédiawaye pour la région de Dakar, Mbour pour la région de Thiès, Tambacounda pour la région du même nom, Bambey pour la région de Diourbel et Sédhiou pour la région de Kolda. En vue de sélectionner les communautés de base (villages et quartiers), une étude du milieu a été réalisée conjointement par la Direction de la Prévision et de la Statistique pour l'analyse quantitative et le Cabinet MS & Associés, recruté à cet effet, pour le diagnostic qualitatif.



## **Répartition du Financement**

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND) : 5,00 millions U.C
- Contrepartie Sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

## **Date d'approbation du Prêt**

FAD : 30 Juin 1999  
FND : 31 Janvier 1999

## **Date de signature du Prêt**

FAD : 19/08/99  
FND : 25/05/99

## **Date de Mise en vigueur du Prêt :**

FAD: 15 février 2001  
FND: Août 2001

**Date du 1er Décaissement :** 11 avril 2001

**Date du dernier décaissement :** 31 Décembre 2004

## **B. APPROCHES ET STRATEGIES :**

La démarche et la stratégie de mise en œuvre du projet sont sous-tendues par les principes directeurs tels que : la participation, l'intégration, l'approche genre, le faire-faire, la décentralisation, la déconcentration, le partenariat et la pérennisation des actions.

Pour ce faire, le Projet est exécuté par :

- l'implication des bénéficiaires dans le processus de mise en œuvre ;
- la promotion d'une démarche harmonieuse dans la prise en compte des besoins spécifiques des catégories sociales ;
- l'intégration des actions du projet à travers ses quatre composantes ;
- la contractualisation avec des partenaires compétents pour l'exécution d'activités telles que l'alphabétisation fonctionnelle, la formation des bénéficiaires et partenaires, la microfinance et l'appui aux activités génératrices de revenus, les travaux de

- construction et d'hydraulique villageoise, la mise en place d'équipements au profit des bénéficiaires ;
- l'utilisation du potentiel de ressources humaines et structures de développement local dans l'exécution du Projet ;
  - l'appropriation des mécanismes et investissements du projet par les bénéficiaires à travers la sensibilisation, la formation et la mise en place de cadres opérationnels.

Ces activités sont déclinées à travers quatre composantes par des actions précises :

**1. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires ;**

- Alphabétiser 36 000 bénéficiaires dans 600 communautés de base ;
- Sensibiliser 36 000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, environnement, gestion des micro-projets, gestion des infrastructures et équipements communautaires, auto-organisation, etc.
- Développer un vaste programme d'information et de communication du Projet ;
- Assurer la formation technique et thématique des bénéficiaires ;
- Renforcer les capacités des partenaires institutionnels et d'exécution du Projet.

**2. Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de Revenus (AGR) :**

- Promouvoir les initiatives des communautés de base ciblées en leur apportant l'appui nécessaire au développement de leurs activités génératrices de revenus en vue d'améliorer leurs conditions de vie ;
- financer ces projets par l'intermédiaire des Structures de Financement Décentralisées ;
- Renforcer les capacités d'intervention des groupes cibles dans différents secteurs d'activités ;
- Mettre en place des Groupements d'Epargne et de Crédit (GEC) et des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC) ;
- Appuyer et promouvoir 600 CLEC ;
- Former les bénéficiaires, les SFD, les ONG et agents des Services techniques déconcentrés ;

**3. Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;**

- Construire environ 165 ouvrages hydrauliques équipés de pompes pour contribuer à la résorption du déficit en eau et à l'allègement de l'exhaure ;



- Mettre en place près de 165 latrines en sensibilisant les communautés touchées sur les questions d'hygiène et d'assainissement ;
- Mettre en place près de 300 équipements post-récolte et former les bénéficiaires aux techniques de conservation des produits agricoles et/ou halieutiques ;
- Construire et/ou réhabiliter 40 garderies socio-éducatives, 15 cases foyers, 15 cases de santé, 20 caisses populaires d'épargne et de crédit.

#### **4. Gestion du Projet.**

- Assurer le suivi, la supervision et la coordination des activités aux niveaux central (BGP) et régional par les Unités Régionales ;
- Informer, sensibiliser et gérer la relation avec les tiers (administration, bailleurs, autres partenaires)
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable du Projet ;
- Assurer la réalisation des différents types d'évaluation requis pendant la mise en œuvre ;

## **II. SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS DE LA PREMIÈRE PHASE PAR RAPPORT AU CADRE DES OBJECTIFS :**

COMPOSANTE	ACTIVITE	PREVUE	REALISEE	ECART	OBSEVATION
<b>Renforcement de capacités</b>	Conception d'un Plan directeur de formation pour le Projet	01	01	00	Un plan directeur a été réalisé et il est en cours d'exécution
	Conception d'une Stratégie globale d'information et de communication pour le Projet	01	01	00	Une stratégie d'information et de communication a été élaborée par le Cabinet OFBD qui a été retenu comme MOD de la sous-composante IEC. Il a réalisé à ce titre, différentes activités mentionnées dans les réalisations de la sous composante.
	Formation de 40 Formateurs	40	40	00	Les 40 formateurs ont été sélectionnés, formés et recyclés 5 fois
	Formation de 1200 facilitateurs	1200	1200	00	1200 facilitateurs ont été recrutés par les 30 opérateurs d'alphabétisation et ont reçu une formation initiale et formation recyclage et chacun conduit les apprentissage d'une classe pendant 12 mois d'affilée

Alphabétisation de 36 000 bénéficiaires	36 000	34 225	1 775	36 000 bénéficiaires ont été enrôlés au départ du programme. Au 3 <sup>ème</sup> trimestre de la 1 <sup>ère</sup> cohorte ainsi qu'au 2 <sup>ème</sup> trimestre de la deuxième cohorte, il y a eu un total d'abandon de 1775 personnes. Nous ne disposons pas de l'évolution de la situation au 4 <sup>ème</sup> trimestre pour chaque cohorte.
Sensibilisation 36 000 bénéficiaires sur des thématiques d'intérêt stratégique	36 000	82 828	+ 46 828	Le nombre de bénéficiaires que les actions IEC devaient initialement toucher est de 36.000 personnes, à savoir, les bénéficiaires de l'alphabétisation. Après la constitution des activités IEC en sous composante autonome, avec un MOD à part entière, elle a ciblé l'ensemble des communautés de base et c'est pourquoi elle est arrivée à toucher, en un trimestre d'activités, 82.828 personnes. Les dernières statistiques globales n'ont pas encore disponibles.
Formation de 1 800 représentants de bénéficiaires à la gestion et à l'entretien des équipements et infrastructures visées dans le Projet	1 800 (pour 378 comités de gestion)		- 1 800	Les bénéficiaires ont été identifiés mais n'ont pas encore reçu de formation parce que les infrastructures ne sont pas réceptionnées pour l'instant et que les équipements sont en cours d'installation.
Formation de 4 200 responsables de groupements à la formulation et la gestion de projet	4 200	5.128	+ 928	Des responsables de groupements ont été formés à la formulation et la gestion de projets mais les statistiques ne sont pas disponibles
Réalisation de 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution				Des sessions de formation ont été organisées à l'intention du personnel des ONG et SFD, mais le nombre d'ateliers et personnes touchées, ainsi que les thèmes restent à déterminer
Appui aux partenaires institutionnels	120.000.000 Frs CFA	120.000.000 Frs CFA	00	Un enveloppe de 120 millions a été octroyée aux 30 opérateurs en alphabétisation à titre d'appui institutionnel. 15 motos et du carburant ont été octroyés aux CERP, 2 véhicules à la CSOP et à la DPS. Les services du ministère de tutelle (MFDSSN) ont reçu un appui en fournitures de bureau de la part du BGP.
		15 motos et carburant		
		2 véhicules		
		Fournitures de bureau		
Renforcement des capacités techniques du personnel du Projet				Une formation de mise à niveau sur les logiciels MS PROJECT, POWER POINT, EXCEL, ACCESS et une formation en approche genre ont été organisées à l'intention du personnel du projet. Les agents du PLCP ont été également initiés à la transcription en langues wolof, pulaar et sérère.



<b>Composante Micro finance</b>	Création, construction, équipement et financement de CAPEC	62	16	46	16 CAPEC ont été construites dans les complexes socio-communautaires et attendent d'être équipées à l'image des autres infrastructures.
	Formation de 3 000 représentants de bénéficiaires à la mise en place et à la gestion de CLEC	3000	2450	- 650	2.450 responsables de groupements ont été formés à la mise en place et à la gestion de CLEC et sont actuellement opérationnels
	Formation de 1 800 bénéficiaires à l'utilisation du crédit	1.800	1.584	- 216	1.584 bénéficiaires ont reçu une formation à l'utilisation du crédit et sont actuellement opérationnels au sein des CLEC par l'occupation des postes-clefs des différents comités.
	Formation de 1.200 bénéficiaires à l'identification, à la formulation et à la gestion de projets	1.200	1.094	- 106	1094 responsables de groupements ont été formés à l'identification, à la formulation et à la gestion de projets et sont actuellement opérationnels
	Octroi de 290 000 micro-crédits	290 000	18 517	271 483	Au total 18 517 crédits ont été octroyés à 36 886 promoteurs par les SFD et les CLEC. C'est dire que le niveau de financement est extrêmement faible par rapport aux prévisions.
	Financement de 600 CLEC	600	258	-342	Seules 258 CLEC ont été financées et ASACASE a, elle seule, financé les 67. A son actif toujours, elle est la seule SFD à céder aux CLEC le crédit à 6,5%
	Promouvoir un mécanisme de pérennisation du système de crédit mis en place (création des CLEC )	600	516	- 84	516 Caisses Locales d'Épargne et de Crédit (CLEC) ont été mises en place pour pérenniser le système de crédit. Elles répondent aujourd'hui à une bonne partie des sollicitations dont elles font l'objet.

	Construction et équipement de cases des tout-petits	14	14	00	A la date du 15 Mars les dernières réceptions seront effectives(Fongolimbi ; Salé mata ; Koulor).Les équipements comprennent 6 lots pour 5 fournisseurs. Tous les contrats sont déjà signés . 3 fournisseurs sont dans les délais de 60 jrs et sont dans les dispositions pour livrer. Un problème de sécurité du matériel doit être réglé avec un gardien avant les livraisons.
	Ouvrages hydrauliques et Equipements	120	120		A la date du 15/03, les équipements pour Thiès et Kolda sont déjà installés. Il reste Tamba et Diourbel . Les installations sont effectuées par le fournisseur au fur et à mesure de leur sortie du cordon douanier .

<b>Composante IEH</b>	Électro-Pompes thermiques	35	35	00	35 électro-pompes thermiques provenant du Danemark sont déjà à Dakar et ont été réceptionnées par le projet et sont en cours d'installation.
	Électro-Pompes solaires	37	37	00	37 électro-pompes solaires ont été réceptionnés par le projet et sont en cours d'installation
	Pompes manuelles	120	120	00	Les pompes manuelles sont déjà arrivées Dakar, la réception pourrait intervenir bientôt. La formation des artisans réparateurs a débute à MBour depuis le 25 /02 pour 12 jours ; Les installations doivent démarrer le 19/03./2005
	Construction et équipement de cases-foyers	16	16	00	Les 16 cases foyers ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipements ; La formation des comités de gestion ,n'attend que l'avis de non-objection de la BAD
	Création, construction, équipement et financement de CAPEC	62	16	- 46	16 CAPEC ont été construites dans les complexes socio-communautaires et attendent d'être équipées à l'image des autres infrastructures.
	Construction et équipement de case de santé	14	14	00	Les 14 cases de santé ont été construites et attendent que les sociétés adjudicataires mettent en place les équipements. La formation des agents communautaires de santé n'attend que l'avis de non-objection de la BAD
	Construction et Équipements Case des tout-petits	14	14	00	Les dossiers d'appel d'offre relatifs au matériel pédagogique des cases des tout-petits attend l'avis de la BAD .
	Latrines	120	120		Les 120 latrines qui ont été réalisées sont aujourd'hui fonctionnelles..
	Broyeurs céréales	80	336	+ 256	La société AFCO est en train de livrer ces équipements post récoltes dans les localités ciblées :
	Batteuses à mil	15	12	- 3	- 12 batteuses sur les 15 prévues sont déjà livrées.
	Décortiqueuses fonio	00	12	+12	4 décortiqueuses fonio sont déjà livrées ; le reste sera effectif à partir de la semaine du 21/03
	Décortiqueuses à mil	00	18	+ 18	les 18 décortiqueuses à mil sont livrées
	Moulins à mil	00	299	+299	Depuis le 13/03, les régions de Diourbel, Dakar, et de Tamba ont reçu respectivement : 87, 24, et 60 moulins. Les 59 moulins des 81 prévus pour Thiès sont déjà livrés. Un reliquat de 22 moulins sera effectif à partir de la semaine avant fin mars.



	Charrettes	75	216	+ 141	La SISMAR est en train de livrer les 216 charrettes dans les sites ciblés.
--	------------	----	-----	-------	--

### Taux d'exécution physique par composante

Composantes	Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)	Taux d'exécution actuelle
Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (24,4%)	70%	92%
Micro finance et appui aux activités génératrices de revenus (22,6%)	71%	88%
Infrastructures, Equipements et hydraulique villageoise (43,3%)	59%	76%
Gestion du projet (9,7%)	75%	93%
<b>TOTAL POURCENTAGE (100%)</b>	<b>66%</b>	<b>84%</b>

### Taux d'exécution physique par catégorie

Catégories	Taux d'exécution dernière mission de supervision (juin 04)	Taux d'exécution actuelle
BIENS : Equipements/mobilier/fourniture	20%	80%
TRAVAUX : Construction/réhabilitation	33%	73%
SERVICES: Etudes et supervision	28%	87%
Services de spécialistes	49%	60%
Formation	75%	97%
Audit	50%	50%
DIVERS : Fonds de crédit	30%	55%
FONCTIONNEMENT : Fonctionnement	39%	48%
<b>TOTAL POURCENTAGE (100%)</b>	<b>66%</b>	<b>84%</b>

### **III. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS D'UNE DEUXIEME PHASE :**

Les attentes réelles des populations exprimées à travers l'étude du milieu, dans le cadre du diagnostic participatif qui a fait suite à l'étude quantitative réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique, ont été confortées par une forte demande des communautés de base, lors de l'exécution du Projet (cf. Rapport mission d'évaluation d'étape des activités du PLCP).

#### **A. COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES**

##### **A. 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION :**

Les résultats des enquêtes qualitatives du PLCP avaient ressorti une forte demande des populations pour la construction et l'équipement de classes d'alphabétisation surtout en milieu rural, pour l'alphabétisation fonctionnelle, la formation technique, la sensibilisation sur beaucoup de thèmes de santé.

Le budget alloué à l'alphabétisation et l'IEC, malgré son importance n'a pas pu couvrir tous les besoins relatifs car l'impact de la formation et de la sensibilisation des bénéficiaires a suscité une forte adhésion des populations alors que le nombre de personnes à prendre dans les classes ne peut dépasser 60 par communauté de base.

L'élargissement des programmes de la présente phase à d'autres bénéficiaires des zones d'intervention du projet et d'autres zones non encore couvertes se justifie par :

- le taux d'analphabétisme estimé à 65 %,
- la-non maîtrise par la plupart des populations des questions de santé, d'éducation et autres liés à leur vécu quotidien et
- le faible niveau ou l'absence de formation technique appropriée pour le développement d'activités économiques et la création d'emplois.

L'absence d'infrastructures et d'équipements des classes constituent un handicap à la bonne conduite et la pérennisation des programmes d'alphabétisation, d'où l'importance de la prise en compte dans les volets services sociaux de base de l'équipement des classes en tables bancs pour adultes pour mettre les apprenants dans de bonnes



conditions d'apprentissage et préserver les bibliothèques communautaires mises en place dans le cadre des programmes.

Les réalisations enregistrées au niveau des activités de Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires (alphabétisation, sensibilisation, formation) dans les 600 communautés de base d'intervention du projet sont considérables et se résument comme suit :

#### SOUS-COMPOSANTE INFORMATION- EDUCATION - COMMUNICATION

La formation, l'information et la sensibilisation des acteurs pour un changement de comportements durable constituent une dimension fondamentale du projet de lutte contre la pauvreté (PLCP). Cet objectif général se décrit dans un contexte de décentralisation qui est, à la fois, déterminé par une responsabilisation renforcée des acteurs locaux, l'insuffisance et la désuétude des rares équipements, la déchéance de l'environnement physique et humain, et par la détérioration du tissu socio-économique. L'intervention du PLCP a pour, entre autres, finalités de corriger ce déséquilibre.

Considérées dans le document de projet comme entité de la composante renforcement de capacités, les activités IEC ont été maintenues telles quelles avec l'évolution du programme mais érigées en sous- composante autonome et confiées à une Agence- Conseil en Marketing Communication, dénommée OFBD (Offrir – Faciliter – Baliser – Développement) qui en assure la Maîtrise d'Ouvrage Délégué (MOD) pour accompagner les populations dans la correction de cette quinte.

La sensibilisation, l'éducation et la formation pour un changement de comportements durable constituent des axes importants de l'intervention du PLCP. Les activités d'intermédiation sociale menées tout au long de ce processus par le Maître d'Ouvrage Délégué en IEC, se sont articulées autour de deux aspects fondamentaux : l'amélioration de la santé communautaire et l'accès durable aux infrastructures et équipements communautaires

#### **Objectifs**

L'objectif en communication institutionnelle est de faire connaître le PLCP et ses objectifs et celui de la communication conscientisante, avait trait à la sensibilisation des bénéficiaires sur les réalisations du projet afin de susciter des comportements et des dispositions allant dans le sens de leur pérennisation.

#### **Stratégie**

Le MOD a élaboré une méthodologie et un plan de communication global du PLCP. Ce plan comprend un volet **Institutionnel** et un volet **Sensibilisation**,

tous articulés dans un planning d'exécution plénier des activités de la sous-composante. Pour la réalisation des activités sur le terrain, 140 Relais en intermédiation sociale ont été recrutés et formés pour faire face aux besoins de sensibilisation et 122 parmi eux ont été recyclés et redéployés pour assurer la continuité des activités. L'évolution des activités de sensibilisation a connu quatre phases majeures.

La première phase a été essentiellement consacrée au déroulement de la communication institutionnelle, à savoir, faire connaître le PLCP au niveau des communautés de base avant l'entame des réalisations.

La deuxième phase a vu le démarrage des activités sensibilisation qui n'ont duré, pour un premier temps, qu'un trimestre (octobre, novembre et décembre 2003).

La troisième phase a été marquée par un réaménagement budgétaire afin de trouver des moyens additionnels au plan de communication dont la prévision budgétaire annuelle a été ingurgitée par un trimestre de sensibilisation. Cette situation n'est pas sans conséquence sur les rigueurs budgétaires, du fait que la prise en charge financière des relais en a pâti.

La quatrième phase a coïncidé avec la relance des actions de sensibilisation qui a également enregistré d'énormes perturbations à cause des trois mois consacrés à la confection des boîtes à images devant servir de supports. Cet état de fait est la résultante de la spécificité de la commande qui nécessitait non seulement que les slogans soient en langues nationales, mais aussi, que celles-ci respectent les différents parlars des régions concernées.

## **Réalisations**

### **a) COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE**

#### EDITION

Calendrier : Quantité réalisée: 1000

Plaquettes pour complexes socio-communautaire : Quantité réalisée: 700

Plaquettes institutionnelles : Quantité réalisée: 2000

Agendas 2004 : Quantité réalisée: 450

#### PUBLI-REPORTAGES TELEVISION

Des publi-reportages ont été réalisés et diffusés au niveau de la télévision nationale pour informer les bénéficiaires et les partenaires sur :

- Le lancement effectif des activités physiques du projet dans les cinq zones d'intervention ;



- Le lancement du financement des micro-projets dans les cinq zones d'intervention ;
- Les poses de première pierre d'infrastructure socio-communautaire et d'équipements hydrauliques ;
- La mission du Conseil d'Administration de la BAD ;
- La mission du Sous Secrétaire d'État Américain au Trésor ;

### COMMUNICATION RADIO

Des émissions radio ont été réalisées pour le lancement des activités du projet à :  
Walf FM et SUD FM pour les activités du lancement des activités physiques du PLCP ;

SUD FM et LAMP FM Diourbel pour les activités du lancement du financement des micro-projets ;

### INSERTION – PRESSE

Un article présentant le projet en général et plus spécifiquement la synthèse des requêtes de financement élaborées par les ONG et soumises aux SFD a été commanditée dans le quotidien «L'ACTUEL ». Un publi-reportage presse a été commandité et réalisé dans le Soleil, édition du 11 Juillet 2003, à la suite de l'atelier bilan, en prélude à la revue à mi-parcours du PLCP.

Conception graphique d'un publi-reportage sur le financement de micro-projets destinés aux bénéficiaires du PLCP. Un publi-reportage presse a également été commandité et réalisé dans Afrique Intégration Magazine, édition du mois d'Octobre 2004

### REPORTAGES SUR LES ACTIVITES DU PROJET

Les activités des différentes composantes du projet ont bénéficié d'une couverture médiatique. Il s'agit de :

- Atelier de recherche de cohérence par rapport aux objectifs du DSRP ;
- Séminaire sur le manuel de procédures du MOD Alpha ;
- Atelier-bilan de la mission d'encadrement technique des ONG ;
- Séminaire avec la fédération nationale des groupements de promotion féminine ;
- Atelier bilan à mi-parcours du PLCP ;
- Atelier de mise à niveau du réseau des parlementaires pour la Population et le Développement ;
- Atelier SAFEFOD ;

- Mission générale de supervision du PLCP et de ses partenaires dans les cinq régions cibles ;
- Atelier SFD ;
- Atelier sur la Case des Tout-Petits ;
- Remise des équipements post-récoltes ;
- Atelier avec le Conseil National de la Jeunesse ;

### RELATIONS PRESSES

Des dossiers de presse ont été réalisés pour chaque événement

#### *Presse audiovisuelle*

Les activités du PLCP ont bénéficié d'une large couverture audiovisuelle. En effet, les journalistes des radios nationales ont été présents et ont relayé l'information. Des reportages télé ont été réalisés et diffusés dans les principales éditions du journal en français et en wolof à la fin de chaque activité.

#### *Presse écrite*

Des quotidiens ont consacré des articles au projet et il s'agit de : INFO 7, L'ACTUEL, LE SOLEIL, LE SUD QUOTIDIEN et WALFADJRI.

#### *Pavoisement*

Au total, 17 banderoles de 7mx 90cm ont été réalisées pour annoncer les événements majeurs du projet.

### EMISSIONS RADIO

Des émissions radio ont été réalisées à SUD FM Dakar, à la RTS et au niveau des stations régionales :

SUD FM Dakar

RTS Dakar en wolof

RTS Dakar en français

RTS Diourbel

RTS Tambacounda

RTS Kolda

RTS Thiès

Des émissions de sensibilisation sur les premiers financements des micro-projets ont été réalisées à :

RTS Tamba

Sud FM Kolda

Dunyaa Thiès

### SPONSORISATION D'EMISSION TELE



Un débat portant sur la lutte contre la pauvreté, a été organisé par le Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale avec comme principal invité le Ministre et comme intervenants les responsables des projets qui s'activent dans la réduction de la pauvreté au Sénégal et le cabinet OFBD a assuré la participation du PLCP à cette émission.

### EXPOSITION ITINERANTE

Concernant l'exposition itinérante, 16 planches thématiques composées de photos retraçant l'ensemble des activités menées par le projet depuis son démarrage ont été réalisées. Ces planches seront utilisées chaque fois que de besoin lors des différents déplacements du projet.

### SUPPORTS DE SENSIBILISATION RÉALISÉS

#### Guide du relais

Ces guides comportent les informations sur le projet pour permettre au relais de mener à bien la tâche qui lui a été assignée et de pouvoir répondre à toutes les questions des bénéficiaires.

*Quantité réalisée: 500*

#### Affiches

Ces affiches illustrent les différents thèmes de chaque composante et ont été réalisées pour servir de supports de sensibilisation aux relais.

*Quantité réalisée : 11 650*

### SUPPORTS SECONDAIRES RÉALISÉS

Des supports secondaires ont été réalisés et distribués lors des différentes visites du PLCP dans ses zones d'intervention. Il s'agit de :

Tee shirts : Quantité réalisée: 4600

Casquettes : Quantité réalisée: 2100

Foulards : Quantité réalisée: 1600

Bonnets : Quantité réalisé: 800

### SKETCHES RADIO

Six sketches radio ont été réalisés avec la troupe de Sorano: en oulof, Sérère, pulaar, mandingue, ballante et soninké. Ils ont été diffusés dans les régions cibles du PLCP en fonction de la langue qui y est parlée :

Dakar: Mandingue, oulof, pulaar et Sérère

Thiès: Pulaar, Sérère et oulof

Diourbel: Pulaar, Sérère et oulof

Tambacounda: Pulaar, ouolof, mandingue et Soninké

Kolda: Pulaar, ouolof, ballante et mandingue

La diffusion s'est étalée de Décembre 2004 à Janvier 2005, à raison d'une diffusion par semaine, par station et par sketch.

## b) COMMUNICATION CONSCIENTISANTE

Un séminaire d'imprégnation et de mise à niveau des relais en Intermédiation Sociale a été organisé en vue du démarrage effectif de la sensibilisation directe sur le terrain. Des ateliers régionaux ont été organisés du 22 au 30 septembre 2003 dans chaque région d'intervention pour la répartition des relais par communauté de base d'une part et pour la remise de fiches techniques de mission de sensibilisation pour le trimestre octobre, novembre et décembre 2003, d'autre part.

Au total, 1800 séances de sensibilisation ont été effectuées dans les 600 communautés de base cibles du projet et 82 828 personnes ont été sensibilisées durant cette période sur des thèmes relatifs à la santé, à l'éducation, au social, à la micro finance et aux autres activités du projet.

Un second round d'ateliers régionaux a été également organisé du 24 Août au 1<sup>er</sup> Septembre 2005 dans chaque région d'intervention pour le démarrage de la 2<sup>ème</sup> phase de sensibilisation

S'agissant de la période de septembre, octobre, novembre 2004, chaque relais en intermédiation sociale a effectué deux séances de sensibilisation par communauté de base et une séance au mois de décembre 2004.

Les tendances de la mobilisation sociale varie d'une zone cible à l'autre :

### 1 Zone de Kolda

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 48821 dont 21915 hommes, soit 45% et 26906 femmes, soit 55%.

Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, nonobstant leur taille; elles se présentent comme suit :

Sédhiou	34384	71%
Kolda	7654	16%
Vélingara	6483	13%

### 2 Zone de Thiès

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 46179 dont 17527 hommes, soit 38% et 28552 femmes, soit 62%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre et se donnent comme suit: -

Thiès	14596	32 ?
Mbour	23151	50%
Tivaouane	8332	18%



### 3 Zone de Tambacounda

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de janvier 2004 à janvier 2005 est de 42 837 dont 20072 hommes, soit 47% et 22765 femmes, soit 53%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, en dépit de leur taille; elles s'annoncent comme suit: -

Tamba	30456	71% du total
Bakel	6664	16% du total
Kédougou	5717	13%

### 4 Zone de Dakar

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de Mai 2004 à Décembre 2004 est de 43 183 dont 17 041 hommes, soit 39% et 43 181 femmes, soit 61%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, nonobstant leur taille; elles s'illustrent comme suit: - -

Pikine	28756	66%
Guédiawaye	6314	15%
Rufisque	4213	10%
Dakar	3900	9%

### 5 Zone de Diourbel

Le cumul des personnes sensibilisées sur la période allant de janvier 2004 à janvier 2005 est de 52546 dont 19934 hommes, soit 38% et 32612 femmes, soit 62%. Les proportions de personnes sensibilisées varient d'un département à un autre, malgré leur taille; elles se livrent comme suit: -

Bambey	27074	51,5%
Diourbel	13203	25,13%
Mbacké	12269	23%

## SOUS-COMPOSANTE ALPHABÉTISATION

### Rappel des résultats premiers attendus

Cette composante maîtresse du projet a été confiée à deux Maîtres d'Ouvrages délégués (MOD) que sont la Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement (SAFEFOD) et l'OFBD, respectivement chargé des Sous-Composantes Alphabétisation et IEC. Le plan d'exécution détaillé des activités du projet attribuait à la Composante Renforcement les activités suivantes :

- former 40 formateurs et 600 facilitateurs
- Alphabétiser 36 000 auditeurs dans 500 communautés de base;
- Sensibiliser 36 000 bénéficiaires sur les thèmes de santé, hygiène, assainissement, environnement, gestion et auto-organisation;